

Ford Blanquefort: «il faut qu'à fin octobre, les salariés soient fixés», demande Le Maire

Par [AFP](#) — 21 septembre 2018 à 11:55



Manifestation à Bordeaux de salariés de l'usine Ford de Blanquefort, le 30 juin 2018 Photo MEHDI FEDOUACH. AFP

Ford Blanquefort: «il faut qu'à fin octobre, les salariés soient fixés», demande Le Maire
Le ministre de l'Economie Bruno Le Maire a affirmé vendredi à Bordeaux que les salariés du site Ford à Blanquefort (Gironde) devaient être fixés sur leur sort d'ici fin octobre, sommant le constructeur automobile américain de prendre ses responsabilités.

«Il faut qu'à la fin du mois d'octobre, les salariés de Ford à Blanquefort soient fixés sur leur sort», a indiqué le ministre à l'issue d'une rencontre avec les représentants des syndicats de FAI (Ford Aquitaine Industries), le président de Bordeaux Métropole Alain Juppé et des élus locaux.

«J'ai bon espoir que cela puisse aboutir», a poursuivi le ministre en ajoutant que le groupe industriel belge Punch Metals International (PMI), qui s'est porté candidat pour la reprise, est «un repreneur crédible».

Il a donc invité Ford «à prendre ses responsabilités», appelant le constructeur à «participer à cette période de transition et à favoriser l'arrivée dans les meilleures conditions possibles d'un repreneur» du site FAI qui compte 847 salariés.

«Aujourd'hui, le plan de charge n'est pas suffisant. Il doit être amélioré par Punch avec l'aide de Ford», a tempéré le ministre qui veut «avoir des assurances sur les volumes (de commandes de boîtes de vitesses et de carters, que fabrique l'usine, ndlr) que Ford va laisser en 2019, 2020 et 2021».

Par ailleurs, «il y aura forcément des mesures qui toucheront le personnel mais Ford doit payer» même si «l'Etat et les collectivités sont prêts à contribuer», a-t-il ajouté.

Pour Philippe Poutou, délégué CGT de l'usine, «il faut que Ford lâche de l'argent et de l'activité, mais on n'en est pas encore là, et que Punch ait un plan de charge clair et au point, et on n'en est pas encore là».

Les salariés sont déterminés à «se battre» pour que «Ford qui a fait des profits et encaissé pas mal d'argent public, ne puisse pas fermer l'usine et supprimer 850 emplois directs et 3.000 emplois induits dans la région», a-t-il ajouté.

Fin février, Ford avait annoncé qu'il cessait tout investissement dans cette usine qui fabrique des boîtes de vitesses et qu'il recherchait un repreneur pour le site implanté dans la banlieue bordelaise depuis 1972.

AFP